

Questions orales

Cependant, les négociations devraient reprendre. Je dois informer le député que les négociations vont probablement reprendre plus intensément la semaine prochaine et que le Canada sera là et bien représenté pour s'assurer qu'en ce qui concerne les offices de commercialisation, partie qui est représentée dans tout le Canada et particulièrement dans les Maritimes, le Québec et l'Ontario, nous puissions être sûrs que la position sur l'article XI soit maintenue. Et nous allons faire tous les efforts avec les gens de l'industrie pour défendre la position canadienne.

* * *

[Traduction]

L'IMPÔT FONCIER

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Dans les petits caractères du mini-budget de la semaine dernière, on retrouve un changement de politique qui risque de faire augmenter les taxes municipales et les taxes que paient les propriétaires, les locataires et les petites entreprises.

Le gouvernement fédéral gèle ses subventions en remplacement d'impôt aux niveaux de 1992, ce qui est contraire à son engagement envers les municipalités. Comment les municipalités pourront-elles compenser les pertes découlant de cette décision autrement qu'en augmentant leur taux d'impôt foncier et pourquoi les municipalités devraient-elles faire les frais de la mauvaise gestion économique du gouvernement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je le répète, nous parlons ici d'un gel. J'informe le député que nous avons eu des discussions avec les diverses autorités pour nous entendre sur une meilleure formule à ce sujet.

Je crois qu'il serait juste de dire que cette situation n'est pas tellement étonnante. Nous avons une facture de 400 millions de dollars et nous comprimons les dépenses de diverses façons. Nous nous attendons à ce que d'autres gouvernements fassent de même.

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, encore une fois, cette politique n'est qu'un autre exemple de la façon dont le gouvernement fait croire qu'il règle ses problèmes alors qu'en vérité il les refile à d'autres paliers de gouvernement.

Les changements apportés aux prestations d'assurance-chômage imposeront des dépenses supplémentaires de plusieurs millions de dollars aux municipali-

tés et aux provinces. Le gel des paiements du gouvernement fédéral aux municipalités entraînera également des déficits budgétaires au niveau municipal.

Comment la santé générale de l'économie canadienne, dont le ministre se plaît tellement à parler, s'améliorera-t-elle si le gouvernement oblige les propriétaires de maison, les locataires et les petites entreprises à verser non pas moins d'impôts, mais davantage d'impôts aux municipalités?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, comme je l'ai dit précédemment en répondant à une question, tout le monde doit se serrer la ceinture, et nous demandons à tous les Canadiens et à tous les gouvernements de faire leur part.

Le député sait pertinemment que le gouvernement fédéral a dû comprimer les dépenses pour freiner le déficit, qui augmente toujours.

Le député laisse entendre que nous ne devrions pas tenter de réaliser des économies, mais les députés de son parti préconisent en même temps des dépenses de quelque 15 milliards de dollars dans l'infrastructure. Où le député trouverait-il cet argent s'il ne faisait pas des compressions ou des réaffectations correspondantes? C'est ce que nous tentons de faire. Il faudrait que le député emprunte davantage ou perçoive plus d'impôts. Que ferait-il?

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

M. Mark Assad (Gatineau-La Lièvre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Dans son mini-budget de la semaine dernière, le ministre annonçait une coupure de 10 p. 100 aux subsides du lait industriel accordés aux producteurs laitiers. Comme le ministre des Finances est l'ancien ministre de l'Agriculture, n'est-il pas conscient du tort qu'il causera aux agriculteurs laitiers?

L'hon. Pierre Blais (ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de rencontrer les producteurs laitiers la semaine dernière, jeudi dernier pour être plus précis. Effectivement, ils sont un peu déçus, mais quand on regarde en perspective, cette coupure représente environ 1 p. 100 du coût de l'hectolitre. Un hectolitre étant 50 \$, cela représente donc 60c. sur 50 \$, ce qui est somme toute minime.